- 13 sept. - Décision n° 1233/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au docteur A.J. SMITH. 422
- 13 sept. - Décision n° 1234/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme à l'ordre de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar (ASECNA). 422
- 13 sept. - Décision n° 1235/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'organisation mondiale de la santé (O.M.S.). 423
- 13 sept. - Décision n° 1236/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au ministère de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique. 423
- 13 sept. - Décision n° 1239/MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au fonds d'entraide et de garantie du conseil de l'entente. 423
- 16 sept. - Décision n° 1242/MFE/Mat. portant autorisation de paiement d'une somme au receveur principal des postes et télécommunications à Lomé. 423

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

1974

- 13 sept. - Arrêté n° 46/MEN autorisant la création d'une école privée française. 423
- 19 sept. - Arrêté n° 47/MEN portant transformation d'école catholique en école publique. 424
- 19 sept. - Arrêté n° 48/MEN portant modification de l'arrêté n° 10/MEN du 10 avril 1974 relatif à l'organisation du concours du certificat d'aptitude à l'inspection de l'éducation nationale (C.A.I.E.N.). 424
- 19 sept. - Décision n° 277/MEN fixant les dates des congés scolaires pour l'année scolaire 1974-1975. 424

Décision portant nomination.

MINISTERE DU TRAVAIL ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1974

- 10 sept. - Arrêté n° 598/MJFPT portant modification des dispositions de l'article 11 de l'arrêté n° 940-54/ITLS fixant les conditions d'adaptation de la convention collective ferroviaire en vigueur à la règle des chemins de fer de l'A.O.F. aux agents non fonctionnaires des chemins de fer du Togo. 424
- 11 sept. - Arrêté n° 602/MFP portant promotion dans le corps du personnel judiciaire. 425
- 13 sept. - Arrêté n° 603/MFP portant promotion dans le corps du personnel des douanes. 425
- Arrêtés et décisions portant intégrations, nominations, admission dans divers corps de la fonction publique, classements, détachement, mise en disponibilité, rappel à l'activité, sanction disciplinaire, acceptation de démission, suspension de fonctions, reprise de fonctions, admission à la retraite et rectificatif à un précédent arrêté portant détachement. 426

D I V E R S

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1974

- 11 sept. - Arrêté n° 312/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Baba Kouassi. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 313/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Apéré Paul. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 314/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Akpao Pierre. 430

- 11 sept. - Arrêté n° 316/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Koudjalé Bllaké. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 317/MFE/CR portant concession d'une pension de retraite à M. Namangou Kako. 430
- 11 sept. - Arrêté n° 318/MFE/CR modifiant l'arrêté n° 96/MFE/MF/CR du 4 avril 1967 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Gado Philippe. 431
- Arrêté n° 393/MFE/CR du 28 septembre 1973 portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kémey Koffi Thomas (rectificatif). 431
- Arrêté n° 271/MFE/CR du 8 août 1974 portant concession d'une pension de retraite à M. Togbétsé Kossi Emmanuel (rectificatif). 431

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE ORDONNANCES, DECRETS, ARRETES ET DECISIONS

Ordonnances

ORDONNANCE N° 20 du 30 août 1974 portant création d'une taxe de péréquation sur les produits pétroliers.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre du commerce et de l'industrie;
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967;
Vu l'ordonnance n° 17 du 22 avril 1967 portant réglementation des prix et des circuits de distribution;
Vu le décret n° 71-28 du 1^{er} mars 1971 portant définition des attributions et organisation du ministère du commerce et de l'industrie;
Le conseil des ministres entendu,

O R D O N N E :

Article premier - Il est créé une taxe de péréquation sur l'essence et le gas-oil, dont le taux est fixé par arrêté du ministre du commerce et de l'industrie après avis du ministre des finances et de l'économie et du ministre des travaux publics, mines, transports.

Art. 2 - Cette taxe est perçue au niveau des sociétés constituant le groupement professionnel de l'industrie du pétrole et versée mensuellement à un compte spécial ouvert dans les écritures du trésor.

Art. 3 - La présente ordonnance sera exécutée comme Loi de la République togolaise.

Lomé, le 30 août 1974

Gal. G. Eyadéma

ORDONNANCE N° 21 du 30 août 1974 prorogeant les dispositions de la loi n° 61-27 du 16 août 1961.

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967;
Vu l'ordonnance n° 15 du 14 avril 1967;
Vu la loi n° 61-27 du 16 août 1961 autorisant le Gouvernement à prendre des mesures d'éloignement, d'internement ou d'expulsion contre les individus dangereux pour l'ordre public et la sûreté de l'Etat, et les textes qui l'ont prorogée;
Le conseil des ministres entendu,